

**RE-MADE
Z FRANCE**

Photographie de couverture et photographies intérieures : © 1083

Illustration de couverture : © Lovely Walher / Shutterstock.

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2019

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN : 978-2-10-080736-9

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Thomas Huriez

**RE-MADE
EN FRANCE**

DUNOD



Avant-propos

Il y a maintenant six ans, je lançais une campagne de financement participatif pour donner naissance au premier jean teint, tissé, confectionné et éco-conçu en France. Depuis la petite boutique de mode éthique que j'avais ouverte en 2007 à Romans-sur-Isère, je ne soupçonnais alors pas que cette initiative allait me conduire à relocaliser en France une filière textile entière. Grâce à toutes vos rencontres chaque jour dans nos boutiques, nos ateliers, en conférences et sur les réseaux sociaux, l'envie de raconter cette aventure me trottait dans la tête. Mais comment ?

C'est en faisant connaissance avec Antonin Léonard, cofondateur de l'agence Stroïka, que l'idée d'écrire un livre nous est venue. Convaincus des leviers que nous avons tous comme citoyens, consommateurs et professionnels pour construire un monde réellement durable, Antonin et moi avons décidé en juillet de partager l'histoire et les enseignements de l'aventure 1083 au sein d'un ouvrage.

Notre idée: démontrer par l'exemple que lorsqu'on le veut vraiment et qu'on le fait ensemble, transformer localement et durablement notre économie est plus facile que

d'envoyer des hommes sur la Lune. Côme Bastin, journaliste indépendant, m'a accompagné dans l'écriture tout au long du mois d'août. Et c'est ensuite aidé par notre éditeur que le livre que vous tenez entre les mains s'est concrétisé en septembre, fut imprimé (en France bien sûr) en octobre et diffusé en novembre... encore un sacré travail d'équipe !

Ce livre est une première pierre posée au service de celles et ceux qui veulent remettre notre économie à l'endroit. De l'étudiant à l'entrepreneur, du travailleur au consommateur, du citoyen au politique, j'ai voulu m'adresser au plus grand nombre. Aussi, dans une perspective d'amélioration continue, je compte sur vous lecteurs, pour vous emparer de ce livre et l'enrichir, par vos retours, commentaires, partages et suggestions.

Pour échanger ensemble : remadeenfrance@1083.fr

Bonne lecture et bienvenue dans l'équipe !

Sommaire

Avant-propos	5
Introduction	9
1 La genèse d'un modèle industriel de proximité	17
2 Grandir avec sa communauté.....	35
3 Distribuer en centre-ville et en circuit court.....	53
4 Reconstruire une filière locale	73
5 Innover pour en finir avec l'économie linéaire	95
6 Déployer une communication participative	119
7 Une finance au service de la mission	151
Conclusion	179

Introduction

Le téléphone que vous avez dans la poche a été conçu dans un *open space* en Californie et assemblé dans une usine géante, quelque part en Chine. Chacun des éléments qui le compose a été sous-traité, le long d'une chaîne de production si complexe qu'il faudrait un livre entier pour la décrire de façon exhaustive. En remontant encore plus en amont, on tombera sur une myriade de composants venus des quatre coins du monde.

Sa batterie contient du lithium, qui provient probablement d'Australie ou du Chili, ainsi que du cobalt, extrait en République Démocratique du Congo dans des conditions que vous ne préférez pas connaître. Quant aux circuits électroniques sans lesquels votre smartphone préféré ne serait qu'un onéreux presse-papiers, ils sont remplis de terres rares, dont environ 80 % des réserves connues se situent en Chine, de cuivre (Chili, encore) et d'or (Australie, encore). Dans tout son long et tortueux parcours, la seule étape importante qu'a effectuée votre téléphone en France, c'est le passage à la caisse.

Glissez-le dans la poche arrière de votre pantalon et n'y pensez plus. Sauf que ce pantalon, que vous avez acheté pour une bouchée de pain dans votre enseigne de *fast fashion*

préférée, est fait d'un coton génétiquement modifié qui a poussé dans des champs chinois ou américains avant d'être envoyé dans un atelier de confection au Bangladesh ou en Éthiopie. Reprenez votre téléphone, et rangez-le dans la poche intérieure du blouson de grande marque que vous avez payé dix fois le prix de votre pantalon. La qualité italienne ou l'élégance british, cela a un prix, n'est-ce pas ? À vrai dire, il vient probablement du même atelier, et l'ouvrier qui l'a cousu gagnait quelque chose comme vingt euros par mois.

On pourrait continuer ainsi pendant longtemps. Bien avant qu'ils ne viennent trouver place sur vos étagères ou dans votre dressing, les objets manufacturés qui vous entourent ont fait plusieurs fois le tour du monde. Il y a encore quelques années, on ne voyait pas vraiment où était le problème. Sauf qu'aujourd'hui, il est impossible d'ignorer le coût exorbitant, pour la planète et pour l'humanité, que représente ce ballet incessant d'avions, de bateaux et de camions, ainsi que cette quête effrénée d'une main-d'œuvre toujours moins chère. Nous n'avons plus le choix : la crise écologique nous impose de repenser nos façons de produire et, au-delà, de redéfinir en profondeur les cadres de la mondialisation. Car voici bien le paradoxe : la fumée noire que crachaient encore les usines au siècle dernier a disparu depuis longtemps de notre paysage quotidien, et pourtant le bilan carbone de notre consommation n'a cessé de grimper en flèche.

C'est tout le problème. On ne peut éternellement pousser la poussière sous le tapis. Autrement dit, délocaliser une source de pollution à 10 000 kilomètres ne fonctionne qu'un

temps (surtout si tous les voisins ont eu à peu près une idée analogue en même temps). Pire : en laissant partir les industries à l'autre bout de la planète, nous perdons la main sur les modes de production en même temps que nous perdons de vue les conséquences concrètes de nos modes de vie.

Le constat est sans appel : en quelques décennies, la France a perdu son industrie. À tel point qu'on se demande bien ce qui nous autorise encore, sinon une vieille habitude, à qualifier notre pays de « pays industrialisé ». À ce stade, on est au-delà de l'abus de langage. Les chiffres ne laissent subsister aucune ambiguïté : rien qu'au cours de la dernière décennie, ce sont un demi-million d'emplois industriels¹ qui sont partis en fumée. Et au cours des trente années précédentes ? Deux millions. Rien ne semble pouvoir enrayer cette tendance. L'industrie manufacturière ne représente plus qu'environ 10 % du PIB français, soit deux fois moins que vers le début des années 1980. C'est à peu près vers cette époque que les élites économiques et politiques de notre pays se sont mises à rêver d'une France sans usine. L'opinion dominante était alors que nous étions bien trop développés pour continuer à plonger nos mains dans le cambouis. Les tâches ingrates, salissantes, pas assez rentables, nous les laisserions à d'autres, pour moins cher en plus, et faisant au passage l'économie de conflits sociaux à répétition. Les Français deviendraient un

1. <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/02/14/20002-20180214ARTFIG00337-l-industrie-a-perdu-un-demi-million-d-emplois-en-10-ans.php>

peuple de scientifiques, d'ingénieurs et de manipulateurs d'abstraction. S'en plaindre ? Quelle idée ! Notre économie, suivant la pente naturelle du développement, allait simplement se tertiariser, nous allions nous spécialiser dans les services et les tâches à haute valeur ajoutée. Et peut-être qu'un jour, la Chine et l'Inde, pour un temps devenues les ateliers de la planète, marcheraient dans nos pas et nous rejoindraient dans les hautes sphères de l'économie de la connaissance. Et alors nous verrions bien. Mais en attendant, l'industrie allait disparaître de France, et tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Voilà peu ou prou ce qu'était la doxa dans les milieux économiques au tournant des années 1980. Nous sommes en 2019, et il n'est nul besoin d'avoir obtenu un doctorat en économie pour se rendre compte que nos dirigeants ont à l'époque fait une grossière erreur d'appréciation. Un pays sans industrie est un pays qui s'expose à toutes les turbulences.

Cette vérité nous a sauté au visage dans le sillage de la crise de 2008. Alors que les pays désindustrialisés comme la France ou l'Italie s'enfonçaient dans la récession et voyaient leur taux de chômage s'envoler, les pays où l'industrie n'avait pas cessé d'exister, comme l'Allemagne ou les pays d'Europe centrale, se maintenaient à flot. Pourquoi ? Parce qu'en cas de choc exogène, quand c'est l'ensemble de l'activité mondiale qui diminue, ce sont d'abord les services – conseil, communication, etc. – qui sont passés au rabot, alors que l'industrie manufacturière

se maintient bon an mal an. Cela se comprend : même quand les temps sont durs, on ne va pas pour autant se promener nu dans la rue ou recommencer à s'éclairer à la bougie. Le reste peut attendre.

Mais il n'est même pas besoin d'attendre les temps de crise : le chômage de masse endémique de notre pays doit se lire comme le reflet de nos choix industriels. Car si les gouvernements français successifs, à quelques rares exceptions, ont laissé dépérir l'emploi industriel sans état d'âme, on sait aujourd'hui qu'un emploi qui disparaît dans l'industrie emporte avec lui trois autres dans le reste de l'économie. Il faut croire que sans un socle industriel, l'activité perd tout simplement pied, et qu'on ne saurait organiser l'économie d'un pays de 67 millions d'habitants qu'avec des bac+5 et des bac+12.

Le chômage, depuis quarante ans, ne cesse de ronger notre tissu social. Et ce n'est pas qu'une affaire de courbes et de chiffres : il suffit de parcourir le pays pour en apercevoir les stigmates. En se retirant du territoire, les industries ont laissé un vide béant, qui se lit dans ces régions entières comme vierges de toute activité, et dans ces villes moyennes, autrefois florissantes, qui vivent plutôt mal que bien. C'est justement dans ces coins de France qu'on s'est le plus rassemblé sur les ronds-points, et ce n'est pas un hasard. Pour ceux qui pensaient liquider la question ouvrière en même temps que notre patrimoine industriel, c'est raté. Chassez les défis sociaux par la porte, ils reviendront par la fenêtre.

Comment en sommes-nous arrivés là? Difficile à dire. Les économistes, dans leur langage compliqué, parlent de «phénomène multifactoriel». Certains se lamentent continuellement et pointent du doigt les charges qui pèseraient trop lourdement sur nos entreprises, le coût du travail trop élevé qui grèverait notre compétitivité. Mais il suffit de s'intéresser d'un peu plus près à ce que représente le coût de la main-d'œuvre dans le prix final de n'importe quel bien manufacturé pour en concevoir quelques doutes. Pour d'autres, la faute en reviendrait au mauvais positionnement de gamme, pas assez premium, de l'industrie française, qui l'handicaperait sérieusement dans la compétition internationale. Pour d'autres encore, il faudrait blâmer l'euro, la financiarisation, la mondialisation en général ou encore la rapacité des actionnaires et de leurs affidés.

C'est sans doute un peu de tout cela. Très honnêtement, je n'en sais rien, je ne suis pas économiste. Mais ce dont je suis certain, c'est qu'il n'est plus temps de se quereller sur les causes et les responsables de la situation actuelle. Il y a urgence. Si nous voulons que les industries reviennent en France, il est temps de se retrousser les manches et de s'activer sur le terrain. Les filières et les savoir-faire qui avaient parfois mis des décennies avant d'arriver à maturité sont perdus à tout jamais. On peut s'en lamenter, mais on peut aussi se dire que tout est à réinventer. Cette pensée a quelque chose d'excitant. On ne va pas revenir au XIX^e siècle! L'industrie ne pourra faire son grand retour dans l'Hexagone qu'à la condition d'exploiter à plein régime la pléthore d'innovations qui fait tout le sel de

notre époque. Ces innovations s'entendent sur le plan de la technologie, des modes d'organisation et de la communication. L'économie circulaire constitue le terreau sur lequel les usines pousseront de nouveau.

Mais il faudra plus encore : un supplément d'âme. Nous devons réapprendre à rêver d'industrie. Retrouver l'orgueil du travail bien fait, redécouvrir la noblesse qu'il y a à transformer une matière, qu'il s'agisse de coton, d'acier ou de silicium. Il faudra, au passage, en finir avec quelques idées reçues. Le livre que vous tenez entre les mains se propose justement d'en démonter quelques-unes.

Car si le constat est sans appel, il n'est pas irrévocable. La désindustrialisation de notre pays n'est pas une fatalité. Pour invalider une règle générale, il suffit d'apporter un seul contre-exemple, aussi modeste soit-il. Ce contre-exemple, vous allez l'explorer en long et en large dans les pages qui viennent. J'espère très sincèrement qu'avec d'autres, il portera le germe d'une réinvention de l'industrie manufacturière dans notre pays, en accord, cette fois, avec les impératifs de sauvegarde de l'environnement et de justice sociale, qui ne sont qu'une seule et même bataille, une bataille à laquelle nous ne pouvons plus nous dérober plus longtemps.

Le titre que j'ai choisi est un clin d'œil à une expression presque devenue française tellement elle nous est commune. L'heure est venue de franciser le *made in France* en inventant l'industrie du futur, une industrie circulaire, qui peut assumer un supplément de patriotisme. *Re-Made en France*, c'est cela, une certaine idée de l'innovation à

la française, que 1083 et de nombreuses autres entreprises incarnent au quotidien.

Plusieurs personnalités, qui agissent chacune pour une économie plus locale et circulaire, ont contribué à cet ouvrage avec un court texte sur leur combat, leurs engagements et leur vision pour décupler l'impact d'entreprises engagées dans le *made in France*.

Ce livre, je l'espère, contribuera à insuffler une dynamique de partage au-delà des entrepreneurs du *made in France* et pour une nouvelle France industrielle.